

merce de la viande fraîche au cours de la prochaine décennie, nous ne devons plus nous demander si nous sommes compétitifs, mais si nous serons prêts à offrir la vaste gamme de produits de qualité nécessaires pour exploiter les nouveaux marchés.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, le conseil municipal de Vancouver, agissant le 19 avril 1989 au nom de ses habitants, a déclaré Vancouver zone dénucléarisée. Malgré cela le gouvernement du Canada continue d'inviter au port de Vancouver des navires américains équipés d'armes nucléaires.

Récemment, de courageux manifestants de Greenpeace ont été acquittés d'une accusation de méfait qui avait été portée contre eux parce qu'en août dernier ils avaient peint des symboles de paix et des avertissements de radioactivité sur des navires américains en visite.

Le juge de première instance M. Wallace Craig a dit s'étonner «que le gouvernement ait décidé d'inviter ce genre de bâtiments à Vancouver étant donné les graves inquiétudes que cela cause à la population. C'est presque inviter les gens à protester».

En juin de l'an dernier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit à la Chambre: «Puisque les armes nucléaires existent, des accidents sont inévitables».

J'invite le gouvernement conservateur à respecter les désirs de la population de Vancouver et à refuser dorénavant l'entrée de notre port aux navires équipés d'armes nucléaires, à adopter une position énergique en faveur de la paix et d'un environnement propre.

* * *

[Français]

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, la pire fraude fiscale du siècle a refait surface dans un article du *Globe and Mail* du 7 février 1990, qui rappelle aux Canadiens que les libéraux leur ont fait perdre en 1983-1984 des milliards de dollars.

Sous le couvert du Programme de déductions fiscales pour la recherche scientifique de Marc Lalonde, un nommé Kenneth Ford a réussi en 1983-1984 à escroquer le gouvernement de plusieurs millions de dollars qu'il a fait fructifier impunément au Costa Rica.

Article 31 du Règlement

L'ancien gouvernement libéral avait prévu que le programme ne coûterait que 200 millions de dollars au gouvernement. Mais attention, Canadiens et Canadiennes, si vous voulez connaître la vérité encore une fois, ce programme a coûté 3.5 milliards de dollars, dont jusqu'à 1.9 milliard ont disparu frauduleusement.

Monsieur le Président, l'opposition a exigé une enquête sur un prêt de 2 millions de dollars dernièrement. Est-ce qu'elle a assez de cran pour réclamer une enquête royale sur le vol du siècle au Canada?

* * *

LE DÉPUTÉ DE CHAMBLY

M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer): Monsieur le Président, au lendemain de sa victoire, le nouveau député de Chambly reniait déjà la parole donnée à ses électeurs et électrices en déclarant qu'il appuyait maintenant la résolution de son parti qui demande des modifications immédiates à l'Accord du lac Meech.

Trahison et déloyauté envers la population de Chambly. Tels sont les mots qui me viennent à l'esprit, quand je pense à celui qui déclarait en pleine campagne électorale qu'il appuyait l'Accord du lac Meech et que pas plus tard que le soir de sa victoire, il affirmait partir pour Ottawa avec un message clair des électeurs de Chambly en faveur de l'Accord du lac Meech. Le voilà maintenant qui fait des pirouettes.

Alors que durant la campagne électorale, monsieur le Président, la crédibilité du député de Chambly a été mise en doute et que suite à sa récente volte-face, sa crédibilité a pris un dur coup, je me permets de lui rappeler que: qui joue à ce petit jeu trop souvent finit toujours par perdre sa crédibilité et qu'au Québec, habituellement, on se souvient!

* * *

[Traduction]

L'EXPOSITION DE MATÉRIEL MILITAIRE

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle): Monsieur le Président, les marchands de mort à qui ont été exposés l'exposition ARMX depuis quelques années prévoient tenir une autre exposition de matériel militaire à Ottawa, en mai.

Cette année, ils exposeront leur matériel sur une propriété privée. Il s'agit là de gens qui profitent souvent des subventions du gouvernement fédéral et qui continuent d'inventer 101 nouvelles façons de tuer. Souvent, les armes qu'ils fabriquent sont vendues à des pays qui ne respectent pas les droits de la personne.